



Trois questions à

Thomas Reynaud
Directeur général
Groupe Iliad

Quelles sont les ambitions de votre groupe en termes de neutralité carbone ?

Depuis 20 ans, nous bâtissons le groupe Iliad, maison mère de Free en France, Iliad en Italie et Play en Pologne. C'est une formidable aventure entrepreneuriale et collective, qui a pour objet de démocratiser l'accès au numérique. Nous visons l'excellence technique, la meilleure qualité de service possible et des tarifs ultra-compétitifs pour nos 42 millions d'abonnés européens. Ce n'est pas toujours facile, mais la volonté de bien faire est claire-ment là.

En tant qu'opérateur, nous avons le devoir de contribuer de façon déterminante à l'objectif général de neutralité tel que défini par l'Accord de Paris. Notre ambition est forte : nous souhaitons être un groupe zéro émission nette en carbone d'ici 2035 en France, en Italie

et en Pologne, et ce sur toutes les émissions associées aux consommations d'énergie des actifs que nous détenons ou opérons.

En janvier 2021, nous avons pris 10 engagements forts et chiffrés et nous avons décidé d'investir 1 milliard d'euros sur 15 ans pour réussir à les tenir. Depuis cette date, nous utilisons tous les leviers industriels et commerciaux à notre disposition pour réduire nos émissions, en nous appuyant sur notre expertise et sur chacun de nos collaborateurs et partenaires.

Quels sont vos leviers d'action dans un environnement où le digital est de plus en plus présent dans notre quotidien ?

Bien avant l'annonce de nos 10 engagements pour le climat, nous avons beaucoup agi pour contenir notre empreinte environnementale : nous avons optimisé la gestion énergétique de nos réseaux et de nos data centers. Nos Freebox ont été repensées pour être recyclables et consommer le moins d'énergie possible. Nous avons renoncé au transport aérien dans notre chaîne logistique, sauf dans des circonstances exceptionnelles comme la crise sanitaire ou, plus récemment encore, la guerre en Ukraine.

Et parce qu'agir, c'est aussi ne perdre aucun instant, et même accélérer dès que possible, je suis fier également que nous ayons atteint, dès cette année, notre objectif de fourniture d'électricité 100 % renouvelable et que nous ayons engagé nos premiers projets de développement de puits de carbone en France.

Peut-on empêcher que la dynamique de la demande n'absorbe, et au-delà, tous ces progrès technologiques ?

Sur les 10 dernières années, la consommation

de data par abonné est passée de 1 Go à 20 Go – et fort heureusement, notre consommation électrique n'a pas été multipliée par 20 ! Les progrès technologiques permettent en effet des avancées majeures en termes d'optimisation de la consommation énergétique des réseaux télécoms.

Citons l'exemple de la fibre, qui consomme trois fois moins d'énergie que le cuivre. La technologie 5G, elle aussi, est moins énergivore que les précédentes générations de technologie mobile. D'après l'ARCEP, la consommation totale des réseaux télécoms est ainsi restée stable depuis 2017 alors qu'ils se sont considérablement densifiés.

En complément, nous pouvons aller plus loin – comme nous le faisons – en investissant dans des équipements de plus en plus efficaces d'un point de vue énergétique par exemple, ou encore en éteignant certaines bandes de fréquences la nuit sur nos antennes mobiles.

Pour finir, je dirais que s'il est bien évidemment crucial de maîtriser au maximum les émissions de gaz à effet de serre du numérique – qui représente actuellement 4 % des émissions mondiales –, il est tout aussi important d'accélérer les bienfaits et les externalités positives de la révolution numérique au service de l'environnement. N'oublions pas que le numérique est aussi un formidable outil technologique au service de la lutte contre le changement climatique. Le numérique, par ses capacités fines de mesure et d'anticipation des conséquences de nos choix, doit nous permettre d'atteindre plus rapidement notre optimum collectif.

édito

Il y a deux ans, les dirigeants des membres d'EpE appelaient à faire de la crise sanitaire et des plans de relance une occasion pour la transition écologique.

Aujourd'hui, les Futurs énergétiques de RTE ci-contre, comme le troisième volet du rapport du GIEC AR6, nous montrent que la neutralité carbone sera collective ou ne sera pas ; au-delà des comportements individuels, comment la sobriété collective se construit-elle à l'intérieur des entreprises ? C'est l'objet de la Question ouverte.

Elle mobilise déjà de nombreux secteurs, même parmi ceux qui ne sont pas liés aux fossiles ou à l'énergie, dont la communication et le digital, comme en témoignent les Trois questions à Thomas Reynaud ci-contre.

Claire Tutenuit
Déléguée générale

Futurs énergétiques 2050

Xavier Piechaczyk, Président du Directoire de RTE, a présenté à ses pairs les différents scénarios d'évolution du mix électrique sur lesquels a travaillé RTE. Les six scénarios présentent des visions contrastées de ce mix énergétique, construits sur les hypothèses de la Stratégie nationale bas carbone : la transition climatique suppose, pour sortir des fossiles d'ici 2050, une réduction de la demande énergétique finale de 1 600 TWh à moins de 1 000 TWh.

La part consommée sous forme d'électricité passe de 25 % à 55 %, ce qui revient à accroître d'environ 50 % la consommation et la production d'électricité.

Les six scénarios explorent les différents mix électriques possibles pour parvenir à ces résultats. Tous demandent une forte maîtrise de la consommation d'énergie, une considérable accélération des renouvelables et des infrastructures de flexibilité pour adapter en temps réel l'offre et la demande.

Plusieurs défis en parallèle, qui tous demandent le soutien actif de la population française. Ce rapport, résultat de deux ans de concertation, a pour objectif d'éclairer le débat public à venir sur ces choix de société.

<https://assets.rte-france.com/prod/public/2021-12/Futurs-Energetiques-2050-principaux-resultats.pdf>